

SELON LES RÉSULTATS D'UNE ÉTUDE DU SNAPAP

Huit travailleurs sur 10 vivent avec des crédits

Une étude sur la vie socioprofessionnelle des travailleurs de la Fonction publique menée récemment par le Syndicat national autonome des travailleurs de la Fonction publique (Snapap) auprès de 22 482 employés à travers le territoire national dans cinq secteurs-clés (éducation, santé, intérieur et collectivités locales, formation professionnelle et enseignement supérieur), a démontré que près de 8 travailleurs sur 10 (76%) sont obligés de recourir au crédit pour subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles, les plus élémentaires (nourriture, habillement et autres charges).

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - La baisse du pouvoir d'achat et l'inflation galopante ont durement grevé le budget des travailleurs de la Fonction publique toutes catégories confondues.

Selon les résultats de la même étude rendus publics hier par les cadres du syndicat autonome, pour un salaire mensuel moyen de 27 000 DA, la nourriture et autres dépenses domestiques représentent 67% soit 17 450 DA. Auxquelles s'ajoutent des dépenses

liées aux différentes charges du logement (gaz, eau et électricité) qui reviennent en moyenne à 3 750 DA soit 14,38% du salaire ainsi que les autres dépenses sur les membres de la famille (épouse et enfants) estimées à 6 425 DA soit 21,5% du salaire.

A la lumière de ces données, le Snapap est arrivé à une conclusion selon laquelle, les dépenses mensuelles les plus élémentaires d'un travailleur sont supérieures

de 30% par rapport à son salaire moyen.

Un état de fait qui pousse bon nombre de fonctionnaires à s'adonner à une activité complémentaire rémunérée pour combler ce déficit.

L'activité complémentaire très répandue

Selon les conclusions de l'étude du Snapap, le recours par les travailleurs de la Fonction publique à une activité complémentaire «pour joindre les deux bouts» est très répandu.

Ainsi, sur les 6 132 tra-

vailleurs du secteur de l'éducation, 1 876 ont affirmé exploiter leur temps de repos, après les horaires de travail ou pendant les jours fériés, au transport clandestin ou bien à dispenser des cours particuliers pour 2 121 autres ; soit plus de 65% des travailleurs.

Dans le secteur de la santé, ils sont 52% (2 741 sur 5 223) à recourir au travail complémentaire dans des structures privées pour arrondir leur fin de mois.

Même constat parmi les fonctionnaires des secteurs des collectivités locales

(65%), la formation professionnelle (44%) et l'enseignement supérieur (68%).

Des activités complémentaires destinées surtout à couvrir les besoins les plus élémentaires de la famille et non pas pour s'offrir le luxe des activités de loisirs.

Attentes

A une question sur leurs attentes, les réponses des travailleurs sondées vont toutes dans le même sens. La revalorisation des salaires et la révision à la baisse de l'impôt sur le reve-

nu. Mais aussi, une augmentation des allocations familiales à 2 000 DA pour celle de la femme au foyer (actuellement de 800 DA) et les primes de scolarité à 2 000 DA également (600 DA actuellement) ainsi que l'augmentation du SNMG à 20 000 DA et du point indiciaire de 45 à 60 DA.

Des attentes qui seront formulées dans une plateforme de revendications devant être soumise aux pouvoirs publics en prévision de la prochaine rentrée sociale. L. M.

LE CNES DE L'USTO PASSE À L'OFFENSIVE

Grève et plaintes sont annoncées

Comme annoncé il y a de cela quelques jours, la section CNES de l'Université d'Oran a, dans un point de presse, confirmé sa décision d'entamer une grève au niveau de la faculté d'architecture et de génie civil pour demander le départ du doyen par intérim.

Les représentants des enseignants ont longuement évoqué les raisons de ce mouvement qui prendra effet à compter du 30 mai, non sans avoir fait part auparavant des tentatives entreprises auprès du rectorat et du ministère de l'Enseignement supérieur pour que «soit mis fin aux abus caractérisés du doyen par intérim, l'arbitraire et l'autoritarisme dont il fait preuve, sans oublier son

comportement à l'égard des enseignantes».

Pour étayer leurs propos, les délégués évoqueront les cas où, de façon totalement injustifiée et non réglementaire, ce doyen se livrait à des ponctions sur salaire pouvant totaliser jusqu'à 150 000 DA de retenue, en avançant le prétexte fallacieux des stages non effectués... En plus de cette grève, le CNES de l'USTO compte déposer plainte

contre le doyen par intérim, 12 enseignants s'étant déjà constitués partie civile, mais également contre le recteur de l'USTO qui est accusé de pression contre le coordinateur de la section CNES-USTO, auquel il veut interdire toute activité syndicale.

Plus grave, alors qu'il a été débouté par la justice, le recteur de l'USTO persiste à ne pas reconnaître l'élection de la nouvelle section du CNES.

Mais pour les représentants des enseignants, il s'agit surtout d'un comportement volontaire pour se venger des enseignants qui persistent à excercer une activi-

té syndicale et à revendiquer leurs droits, et à mettre fin à leur campagne de mobilisation contre la fraude, le cas d'un concours de magister à la faculté d'architecture étant justement rappelé. Le CNES se dit prêt à saisir l'ONU dans le cadre du pacte international relatif aux droits socio-économiques et culturels, publié dans le Journal officiel.

«Qu'ils nous laissent jouir de nos droits dans le cadre de la réglementation, sinon nous utiliserons ce que permet cette réglementation», ajouteront les délégués du CNES.

Fayçal M.

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

La rentrée prochaine encore difficile

Encore trois années d'inconfort dans le cycle moyen où les infrastructures font défaut. Le ministre de l'Education nationale, M. Boubekur Benbouzid, voulait être rassurant, mais il n'en a pas les moyens.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Habitat, Nouridine Moussa, qui a présidé, aux côtés de M. Boubekur, la Conférence nationale des directeurs de l'éducation et ceux du logement et des équipements techniques, a affirmé que les infrastructures prévues pour la prochaine rentrée scolaire ne seront pas toutes

prêtes, puisque des retards sont enregistrés au niveau de certains chantiers. Benbouzid a demandé aux directeurs du secteur de l'habitat de déployer le maximum d'effort durant les mois qui précéderont la prochaine rentrée afin de garantir la réception d'un nombre important d'infrastructures.

«Nous vous prions de revoir vos plannings et de faire travailler les chantiers en 3X8, si nous voulons que nos enfants soient accueillis dans de bonnes conditions», dira-t-il en s'adressant aux directeurs de wilaya.

Nouridine Moussa a évoqué, de son côté, le problème des enveloppes financières, qu'il considère souvent insuffisantes pour la réalisation des

projets. Une situation engendrée par les retards causés par les maîtres d'ouvrage et les prix fluctueux des matériaux de construction. «Il faut prévoir des rallonges, si l'on veut obtenir des infrastructures de qualité», a suggéré Nouridine Moussa à son collègue du gouvernement. En septembre prochain, le secteur de l'éducation recevra 119 CEM sur les 138 prévus. 354 autres sont en cours de construction et 370 lycées dans la même phase.

Le ministre de l'Education ne va pas sans rappeler que la tension ressentie dans les CEM, due au nombre élevé d'élèves qui ont accédé au cycle moyen, sera vécue dans trois années au niveau des lycées. R. M.

LE CLA DÉNONCE

Les classes de terminale vides en ce 3^e trimestre

C'est à quelques jours seulement du déroulement de l'examen du baccalauréat que le Conseil des lycées d'Algérie (Cla) passe aux aveux. Il vient dénoncer une situation gravissime au sein des établissements de l'enseignement secondaire, où les classes ont été désertées par les élèves depuis la fin du 2^e trimestre.

«Les lycées n'ont jamais connu un taux d'absentéisme aussi élevé. L'administration a contraint les enseignants à assurer des cours dans des classes de trois élèves, voire même

un seul élève», signale-t-on dans un communiqué parvenu à notre rédaction. La question que l'on se pose aujourd'hui est de savoir pourquoi le Cla s'est tu sur cette situation, pour ne

réagir, que maintenant que c'est trop tard et que les examens du bac sont à nos portes. On ne peut que comprendre que le pourrissement est voulu de toute part y compris des parents d'élèves dont les représentants n'ont pas été inquiétés. La médiatisation des cours de soutien initiés par le ministère de l'Education nationale a pour but, du point de vue du Cla, de contrecarrer les cours parti-

culiers et non pour améliorer la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves.

Se passant d'énumérer les conditions de précarité dans lesquelles ils exercent leur métier, le Cla appelle au boycott de la rentrée scolaire et à un rassemblement qui se tiendra lors de la tenue de la prochaine tripartite, pour réclamer les droits socioprofessionnels de la famille de l'éducation.

R. M.

BOUIRA

Les citoyens de Haïzer ferment l'APC avec... des ordures ménagères

Hier, des dizaines de citoyens, de Haïzer, située à 10 km à l'est de Bouira sur la RN 33, furieuse après l'APC qui n'a pas assuré le ramassage des ordures ménagères depuis plus de 10 jours au niveau de certains quartiers, dont le centre-ville, ont procédé, dès la matinée, en signe de protestation, à la fermeture de l'APC et ont éparpillé des ordures à l'entrée de cette institution.

Et pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation de cette localité caractérisée notamment par le manque flagrant d'eau potable, l'inexistence de routes ainsi que d'autres commodités, les jeunes ont obstrué en deux endroits la RN 33 qui traverse la ville d'est en ouest à l'aide de pneus brûlés.

Hier, lors de notre déplacement sur les lieux, les protestataires nous ont fait visiter les différents quartiers de la ville pour nous montrer les ordures ménagères qui s'entassaient devant les bâtiments et autres locaux commerciaux depuis plusieurs jours, dégageant des odeurs insupportables.

En outre, et tout en pointant du doigt le P/APC, objet d'une contestation de la part de la majorité des élus et contre qui la wilaya avait déjà pris des mesures en lui retirant la gestion des finances et des équipements de la commune, confiée au chef de daïra, les citoyens nous ont fait part de certains actes qu'aurait commis ce P/APC qui aurait agi de la sorte pour se venger de tous ceux qui sont contre lui.

D'après ces citoyens, les éboueurs ont été instruits pour ramasser les ordures au niveau de certains quartiers au détriment des autres.

Le même problème est observé concernant la chaulage des arbres. Au niveau de la place publique, on nous a montré sur une rangée d'arbres décoratifs, quelques-uns chaulés et d'autres non, selon que l'arbre est situé en face d'un commerçant proche ou non du P/APC.

Enfin, le problème d'AEP se posant avec acuité, le P/APC aurait donné des instructions pour approvisionner au niveau d'un même bâtiment ceux qui lui sont acquis en laissant les autres se débrouiller seuls.

En somme, la population de Haïzer est livrée à elle-même et les responsables de la wilaya, à leur tête le wali, ne semblent pas s'emballer ni s'émouvoir outre mesure de cette situation. Incompréhensible !

Y. Y.